

juin 2009

# TABLEAU DE BORD **économique** DE L'ILE-DE-FRANCE

## L'ECONOMIE FRANCILIENNE MOINS TOUCHEE QUE LE RESTE DE LA FRANCE

1<sup>er</sup> trimestre 2009

*Comme dans les autres régions françaises et dans le reste du monde, l'économie francilienne a confirmé au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 le coup d'arrêt du dernier trimestre 2008. Cependant, l'Île-de-France semble moins impactée que les autres régions. Ainsi, même s'il a nettement augmenté ces derniers mois, le taux de chômage francilien est situé 1,3 point en deçà du niveau constaté au niveau national ; il a été de 7,4 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 (il était de 6,7 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008), contre 8,7 % en France.*

*De même, l'augmentation du nombre des défaillances est moins marquée qu'elle ne peut l'être au niveau national. Par ailleurs, comme attendu, le dynamisme des créations est assez remarquable depuis l'instauration du statut de l'auto-entrepreneur : alors que 2007 et 2008 avaient été de très bonnes années, les créations d'entreprises en Île-de-France ont bondi de 32 % par rapport au même trimestre de 2008 et de 45 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008.*

### CONJONCTURE FRANÇAISE

Après avoir chuté de 1,5 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008, le PIB a reculé de 1,2 % en France au 1<sup>er</sup> trimestre 2009. Cependant, les dernières prévisions de l'Insee font état de baisses du PIB de moins en moins fortes d'ici à la fin de l'année : - 0,6 % au 2<sup>ème</sup> trimestre, puis - 0,2 % au 3<sup>ème</sup> avant une stabilisation au dernier trimestre 2009. Si ces prévisions devaient se confirmer, cela pourrait signifier le début de la sortie de crise.

Cependant, sur l'ensemble de 2009, le PIB chuterait fortement de 3,0 % selon l'Insee (- 2,5 % selon COE-Rexecode). Même si cette baisse peut paraître assez limitée par rapport à d'autres pays, les conséquences sur le marché de l'emploi sont déjà et pourraient être encore plus sévères. Le taux de chômage a ainsi atteint 8,7 % au 1<sup>er</sup> trimestre et, selon l'Insee, pourrait atteindre 10,5 % en fin d'année (soit son plus haut niveau depuis 1999), près de 700 000 emplois risquant d'être détruits.

Cette tendance négative de l'emploi devrait par ailleurs venir impactée la consommation des ménages, qui profite à l'heure actuelle du repli des prix. Ces pressions déflationnistes ne devraient par ailleurs pas durer, les prix devant suivre l'évolution des cours du pétrole qui repartent à la hausse.

### CONJONCTURE EUROPÉENNE

Au niveau européen, contrairement à ce qui s'est passé en France, la contraction de l'activité a été encore plus importante au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 qu'elle ne l'avait été fin 2008. Ainsi, selon les estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro et celui de l'Union Européenne ont diminué respectivement de 2,5 % et 2,4 % au 1<sup>er</sup> trimestre après avoir reculé de 1,8 % et 1,7 % au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2008. Une nouvelle fois, le fort ralentissement des échanges (- 8 % pour les exportations et environ 7 % pour les importations) a particulièrement pesé sur l'activité. Tout cela n'est pas sans conséquence sur le taux de chômage qui, fin mars, se situait à 8,9 % en zone euro et à 8,3 % dans l'UE, l'Espagne étant le pays où il est le plus élevé (17,4 %).

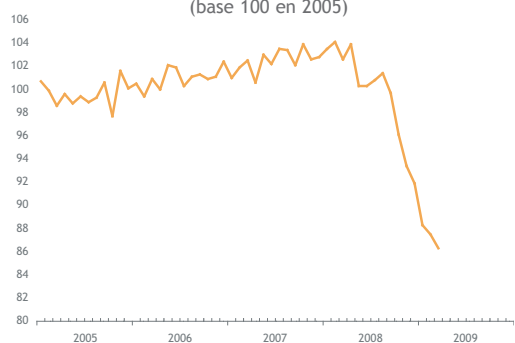
Parmi les principaux partenaires de la France, la baisse du PIB a été très marquée en Allemagne (- 3,8 % ce trimestre) et en Italie (- 2,4 %) alors que la contraction du PIB est plus proche de celle constatée en France au Royaume-Uni et en Espagne (- 1,9 %). Dans ces 4 pays, la baisse du PIB pour 2009 serait en tout état de cause supérieure à 3 %, particulièrement outre-Rhin où elle atteindrait - 5,6 % selon COE-Rexecode.

## INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE NATIONALE

En France, même si le rythme de baisse s'est légèrement ralenti au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, la production a continué à se dégrader. Sur l'ensemble du trimestre, l'indice de la production industrielle a ainsi baissé de 6,9 % par rapport au dernier trimestre 2008. Sur un an, le repli est beaucoup plus significatif puisque l'indice s'est situé plus de 15 % en-deçà de son niveau de mars 2008.

Au niveau sectoriel, si la production dans les industries agricoles et alimentaires a quasiment stagné, d'autres secteurs ont beaucoup plus souffert : c'est le cas pour le matériel de transport, les équipements électriques et électroniques et, à un degré moindre, pour la construction.

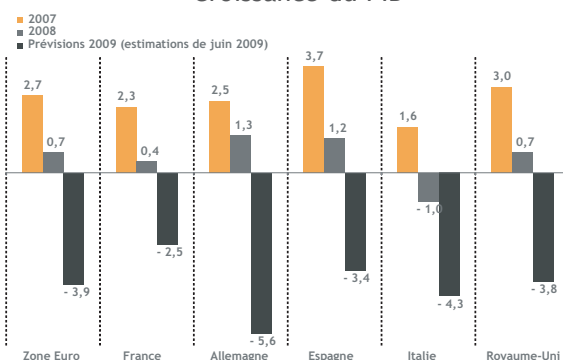
Indice de la production nationale industrielle  
(base 100 en 2005)



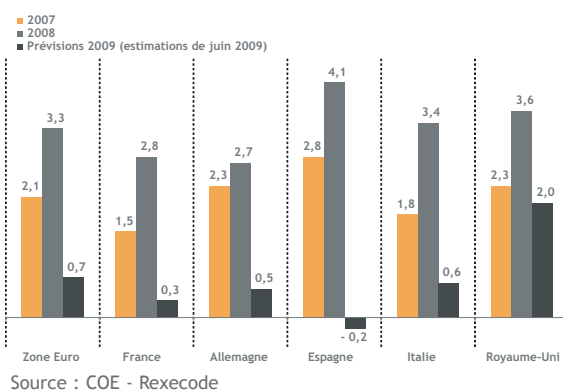
*L'indice de la production industrielle est publié en base et référence 100 en 2005 depuis mars 2009, et selon la nomenclature agrégée, NA, fondée sur la NAF révision 2, la nomenclature économique de synthèse (NES) associée à la NAF révision 1 disparaissant.*  
Source : Insee

## LA CONJONCTURE EUROPÉENNE

Croissance du PIB



Inflation



Source : COE - Rexecode

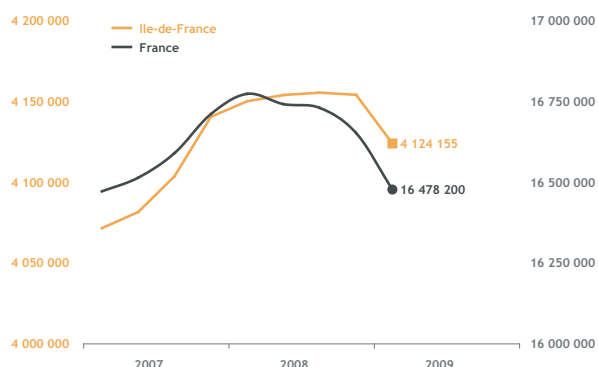
## ILE-DE-FRANCE : CHIFFRES CLÉS

Indicateurs	Ile-de-France	France	% Ile-de-France/France
Superficie (en km <sup>2</sup> )	12 012	543 965	2,2
Nombre de communes	1 281	36 565	3,5
Population (Estimation 2008 - Insee)	11 694 000	62 106 000	18,8
Densité de la population au km <sup>2</sup>	974	114	-
PIB 2007 (en milliards d'euros courants - Insee)	534	1 860	28,6
PIB/habitant 2007 (en euros)	45 982	30 140	-
PIB/emploi 2007 (en euros)	96 285	74 243	-
Total emplois salariés mars 2008 (Pôle Emploi Services)	4 124 155	16 478 200	25,0
Taux de chômage 1 <sup>er</sup> trimestre 2009 (Insee)	7,4 %	8,7 %	-

## EMPLOI SALARIÉ

**- 0,6 %** 1<sup>er</sup> trimestre 2009  
Glissement annuel

Emploi salarié  
(données cvs)



Source : Pôle emploi / Pôle emploi services

Après le ralentissement progressif de sa hausse tout au long de 2008, le niveau de l'emploi salarié a enregistré une légère baisse au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 : par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008, il est ressorti à - 0,7 % et, en glissement annuel, il a diminué de 0,6 %. Dans le même temps, au niveau France entière, le retournement a été plus marqué et plus rapide : - 1,1 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008 et - 1,8 %, en glissement annuel.

Cette baisse est généralisée à tous les secteurs d'activités franciliens ; ainsi, par rapport au dernier trimestre 2008, l'industrie a perdu 1,3 % de ses effectifs, la construction 0,5 % et le tertiaire 0,7 %.

*Avertissement : Le passage de la nomenclature d'activités française révision 1 (NAF rév. 1, 2003) à la nomenclature d'activités française révision 2 (NAF rév. 2, 2008) a conduit à des travaux de répartition de la série de l'emploi salarié. Les données statistiques ont donc été modifiées.*

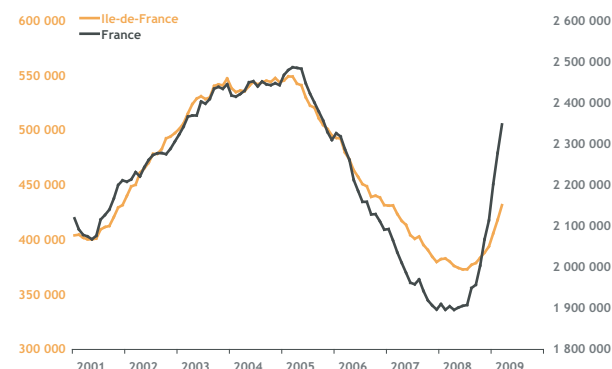
## DEMANDE D'EMPLOI

**+ 13,5 %** mars 2009  
Glissement annuel

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi entamée dès la mi-2008 s'est confirmée au 1<sup>er</sup> trimestre 2009. Ainsi, à fin mars 2009, le nombre de demandeurs d'emplois en Ile-de-France était supérieur de 13,5 % à son niveau de mars 2008 et de près de 16 % à son point bas de juin 2008, portant le nombre de personnes à la recherche d'un emploi à 431 940. Aucun département n'a échappé à cette hausse des DEFM mais l'ampleur de cette augmentation a été particulièrement importante dans les départements de la Grande Couronne, où les variations sur un an ont parfois dépassé les 20 %.

Malgré tout, l'Ile-de-France a de nouveau semblé soumise à une détérioration moins rapide que le reste de la France, puisqu'au niveau national, le nombre de demandeurs d'emplois a atteint plus de 2,3 millions (en hausse de 14,0 % par rapport à mars 2008 et de près de 23,2 % par rapport à juin 2008).

Demandes d'emploi en fin de mois  
(catégorie 1, données cvs)



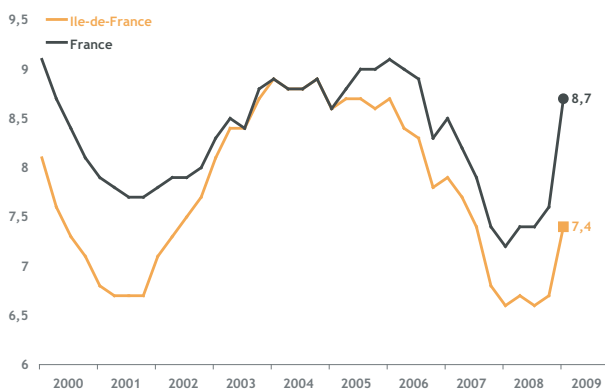
Source : DRTEFP

## TAUX DE CHOMAGE

**7,4 %** 1<sup>er</sup> trimestre 2009

Taux de chômage

(données cvs en moyenne trimestrielle, en %)



Source : Insee Ile-de-France

Même si le marché du travail résiste mieux à la dégradation de la situation économique au niveau francilien qu'au niveau national, tous les départements franciliens ont vu leur taux de chômage augmenter lors du 1<sup>er</sup> trimestre 2009. Au niveau régional, le taux de chômage a ainsi confirmé les tendances observées fin 2008 et s'est élevé en moyenne sur le trimestre à 7,4 % (+ 0,7 point), retrouvant par conséquent son niveau de mi-2007. Au niveau national, le taux de chômage s'est accru de 1,1 point, passant de 7,6 % à 8,7 %.

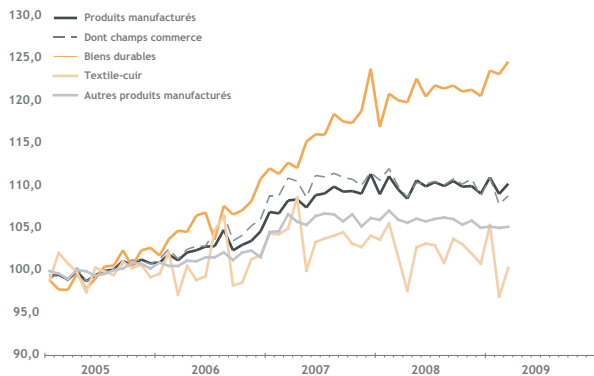
Si 3 départements franciliens ont vu leur taux de chômage augmenter plus que la moyenne (+ 0,9 point pour la Seine-et-Marne, le Val d'Oise et la Seine-Saint-Denis), le 93 connaît la situation la plus délicate puisque le taux de chômage départemental a repassé le seuil des 10 % lors du 1<sup>er</sup> trimestre. A contrario, les Yvelines et l'Essonne, également orientés à la hausse (5,9 % soit + 0,7 point), ont conservé les taux de chômage les plus faibles de la région.

## DÉPENSES DE CONSOMMATION DES MÉNAGES

**+ 1,1 %**  
produits manufacturés  
mars 2009  
Glissement annuel

Sur l'ensemble du 1<sup>er</sup> trimestre 2009, les dépenses de consommation des ménages en produits manufacturés ont légèrement rebondi (+ 0,4 % après - 0,6 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008). Par ailleurs, sur l'ensemble du trimestre, les dépenses de consommation en biens durables se sont reprises assez nettement (+ 2,3 % après - 0,6 % au trimestre précédent) grâce au rebond des achats des ménages en automobiles, les dépenses de consommation en textile-cuir se sont de nouveau repliées (- 1,1 % après - 0,6 % au dernier trimestre 2008) et, enfin, les dépenses de consommation en autres produits manufacturés ont continué à décroître légèrement (- 0,3 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 après - 0,7 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008).

Indices du volume des ventes en France  
(données cvs, base 100 en 2005)



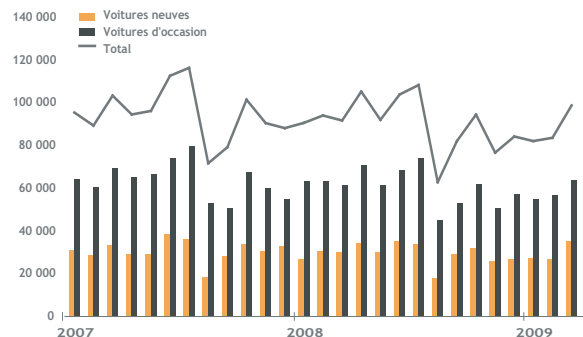
Source : Insee

*Avertissement : les volumes des comptes trimestriels sont désormais calculés aux prix de l'année précédente chaînés. Ce calcul a pour principal avantage de pondérer les niveaux élémentaires composant un agrégat (produits ou branches de l'économie) par les poids les plus récents connus (prix de l'année précédente, et non par les prix de l'année 2000).*

## IMMATRICULATIONS DE VÉHICULES

**- 4,3 %**  
1<sup>er</sup> trimestre 2009  
Glissement annuel

Immatriculations de voitures particulières neuves et d'occasion en Ile-de-France



Source : Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire - SESP, Fichier central des automobiles

Lors des 3 premiers mois de 2009, 264 504 voitures particulières ont été immatriculées en Ile-de-France (dont 33,7 % de voitures neuves). Sur l'ensemble du trimestre, les immatriculations ont ainsi une nouvelle fois diminué par rapport à la même période un an plus tôt (- 4,3 %). Néanmoins, le rythme baissier en glissement annuel s'est ralenti (- 8,7 % au 4<sup>ème</sup> trimestre) et a retrouvé un niveau proche de celui du 3<sup>ème</sup> trimestre 2008 (- 5,3 %). De plus, ce début de retournement des ventes - particulièrement des ventes de véhicules neufs - s'est produit en mars et laisse espérer un 2<sup>ème</sup> trimestre bien orienté. Sur la France entière, le nombre total d'immatriculations est également toujours en repli : en glissement annuel, il a reculé de 6,5 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2009.

Le 1<sup>er</sup> trimestre 2009 n'a donc pas permis de voir d'effets très importants du plan de relance du secteur lancé par le gouvernement en février mais les premières données disponibles pour le 2<sup>ème</sup> trimestre semblent plus optimistes.

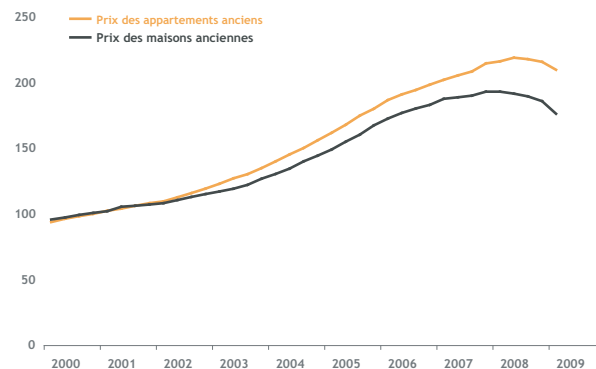
## PRIX DES LOGEMENTS ANCIENS

**- 8,7 %** sur le prix des maisons  
1<sup>er</sup> trimestre 2009 - Glissement annuel

Après avoir progressivement ralenti en 2008, les prix des logements franciliens sont désormais orientés à la baisse. Le retournement de l'évolution des prix des maisons anciennes est plus marqué que celui-ci des prix des appartements anciens : ainsi, le prix des maisons a baissé de 8,7 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 par rapport au même trimestre de 2008 alors que, dans le même temps, le prix des appartements a été en repli de 3 %.

Ces baisses sont ressenties de façons très différentes en Ile-de-France : si le retournement a commencé très vite et très fortement dans les départements de la grande couronne, les prix ont résisté plus longtemps en petite couronne et commencent même seulement à voir la tendance s'inverser à Paris.

Evolution des prix des appartements et maisons anciens en Ile-de-France  
(données cvs - base 100 en 2000)



Source : Insee

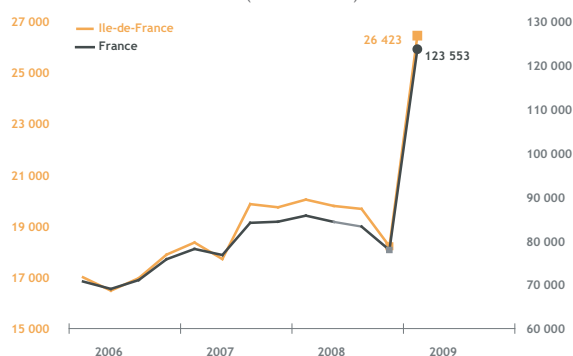
## CREATIONS D'ENTREPRISES

**26 423**  
créations  
d'entreprises  
1<sup>er</sup> trimestre 2009

26 423 entreprises ont été créées en Ile-de-France au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2009. Le coup d'arrêt dans le dynamisme des créations observé au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008 était donc simplement dû à l'attente de la mise en place du statut de l'auto-entrepreneur au 1<sup>er</sup> janvier de cette année. Le succès de celui-ci est à l'heure actuelle remarquable puisqu'au niveau régional les créations sont en hausse de 45,1 % par rapport au trimestre précédent et de 31,9 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2008. Au niveau national, l'augmentation a été encore plus marquée : + 58,7 % par rapport au trimestre précédent et + 44,2 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2008).

Près d'un quart des créations du 1<sup>er</sup> trimestre en Ile-de-France a été enregistré dans les activités de services. Le commerce et la construction ont également connu un trimestre très favorable. A contrario, le secteur des transports est le seul à avoir vu son nombre de créations se replier (- 21,7 % sur 3 mois et - 12,1 % sur un an).

Créations d'entreprises en Ile-de-France  
(données cvs)



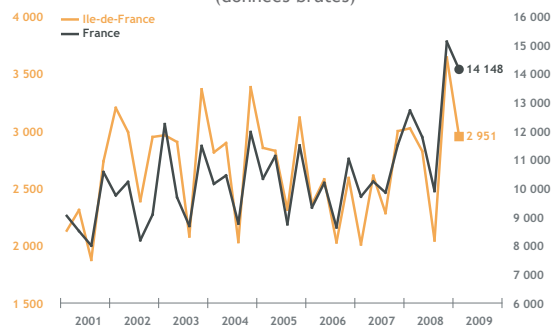
Source : Insee Ile-de-France

## DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

**2 951**  
défaillances  
d'entreprises  
au 1<sup>er</sup> trimestre 2009

2 951 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en Ile-de-France au 1<sup>er</sup> trimestre 2009. Par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2008, le nombre de défaillances dans la région a ainsi légèrement diminué de 2,4 % par rapport au même trimestre de 2008 ; cependant, le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 s'était avéré particulièrement délicat avec plus de 3 000 faillites, soit 50 % de plus qu'un an plus tôt. Cette tendance reste cependant moins négative qu'au niveau national où le nombre de défaillances est en hausse en glissement annuel (+ 11,3 %) et en variation sur une année glissante (+ 15,0 %). Au niveau départemental, les évolutions ont été très contrastées : alors que la Seine-Saint-Denis a enregistré un net repli de ces défaillances au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 par rapport au même trimestre 2008 (- 31,0 %), Paris et le Val-de-Marne ont stagné et les Yvelines ont enregistré une forte hausse (+ 24,3 %). Au niveau sectoriel, même si elles auront été moins nombreuses qu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2008, les défaillances ont une nouvelle fois été les plus importantes dans le secteur du commerce. Les transports et l'immobilier sont les secteurs qui ont enregistré les hausses les plus significatives : + 36,6 % et 29,3 %.

Défaillances d'entreprises en Ile-de-France  
(données brutes)



Source : Insee Ile-de-France

## IMMOBILIER D'ENTREPRISES

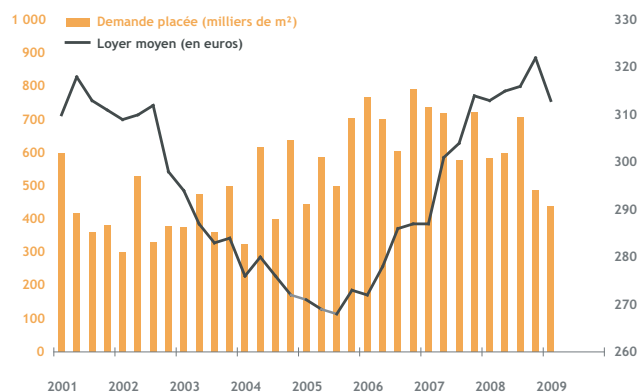
Alors qu'elle s'était déjà située à un niveau particulièrement bas au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008, la demande placée de bureaux en Ile-de-France a encore diminué au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, avec 439 397 m<sup>2</sup>. Si la baisse n'est que de 9,7 % par rapport au trimestre précédent, elle a été plus marquée par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2008 : - 24,8 %. Même si elles se situent à des niveaux plus proches de ceux de la période 2002-2005 que de ceux des 3 dernières années, les surfaces placées au cours du 1<sup>er</sup> trimestre peuvent cependant paraître presque satisfaisantes compte tenu du contexte économique. Par ailleurs, il est à noter que ce volume est lié pour 46 % à 14 transactions supérieures à 5 000 m<sup>2</sup>, dont 3 situées à La Défense.

Le loyer moyen en Ile-de-France s'est situé à 313 € le m<sup>2</sup>, soit exactement le même niveau que celui enregistré un an plus tôt mais aussi 3 % de moins qu'au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008.

**439 397 m<sup>2</sup>**

de bureaux commercialisés au 1<sup>er</sup> trimestre 2009

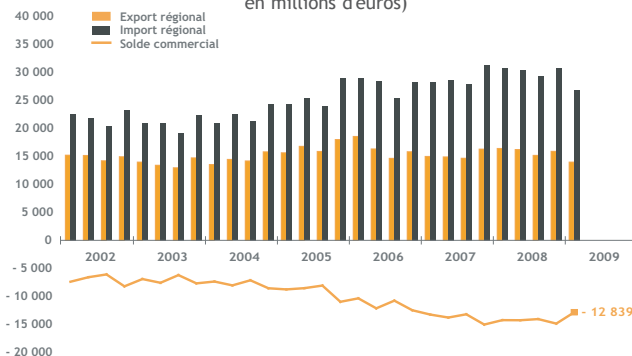
Evolution trimestrielle de la demande placée de bureaux et du loyer moyen en Ile-de-France



Source : GIE Immostat

## COMMERCE EXTÉRIEUR EN ILE-DE-FRANCE

(données brutes CAF/FAB\* hors matériel militaire, en millions d'euros)



Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, Ministère du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique

\*CAF/FAB : comptabilisation qui consiste à considérer les importations coût, assurance et frais compris jusqu'à notre frontière et les exportations, franco à bord à notre frontière.

**Exportations - 14,9 %**  
1<sup>er</sup> trimestre 2009 - Glissement annuel

Après avoir marqué le pas fin 2008, les exportations en valeurs déclarées par les entreprises de la région Ile-de-France ont une nouvelle fois été ralenties au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 : elles ont enregistré une très forte baisse de 14,9 % par rapport au même trimestre de 2008, pour atteindre 14,0 milliards d'euros.

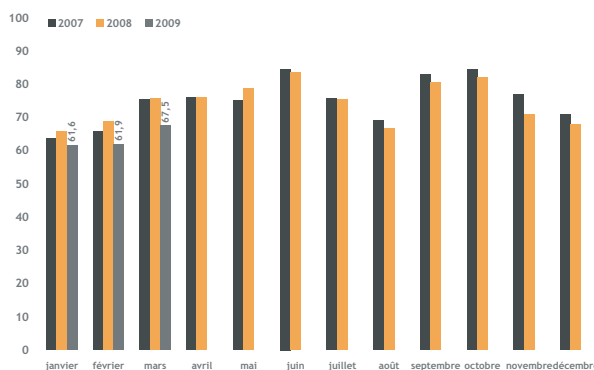
Le montant des importations franciliennes des 3 premiers mois de 2009 s'est lui aussi inscrit en net retrait. Alors qu'il avait été de l'ordre de 30 milliards lors de chaque trimestre de 2008, il a été de 26,8 milliards au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, soit une baisse de 12,6 % par rapport à la même période de 2008. Paradoxalement, ce ralentissement des échanges a bénéficié à l'évolution du déficit commercial de la région : il s'est réduit de plus de 2 milliards par rapport à celui du 4<sup>ème</sup> trimestre 2008 (12,8 milliards après 14,9 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008).

## HÔTELLERIE

Les résultats du début de l'année 2009 dans l'hôtellerie francilienne se sont inscrits dans la continuité du fléchissement constaté dès le 2<sup>nd</sup> semestre 2008. Ainsi, si 13,2 millions de nuitées ont été enregistrées lors des 3 premiers mois de 2009, ce chiffre est en baisse de 12,5 % par rapport aux mêmes mois de 2008. Ce repli du nombre de nuitées s'est matérialisé par des baisses successives du taux d'occupation de 4,2 points, 6,8 points et 8,3 points respectivement en janvier, février et mars. Après deux débuts d'année assez exceptionnels en 2007 et 2008, les taux d'occupation observés au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 sont proches de ceux enregistrés en 2006. Malgré tout, la fréquentation est restée orientée à la baisse, particulièrement dans les hôtels haut-de-gamme pour lesquels le repli s'est élevé à 10 points voire plus en février et en mars. Les mauvais résultats du 1<sup>er</sup> trimestre 2009 sont tout particulièrement dus à la baisse de la fréquentation étrangère, la clientèle européenne faisant notamment défaut tout comme la clientèle américaine.

**67,5 %** d'occupation dans les hôtels franciliens - mars 2009

Taux d'occupation hôtelier  
(en %, données brutes)

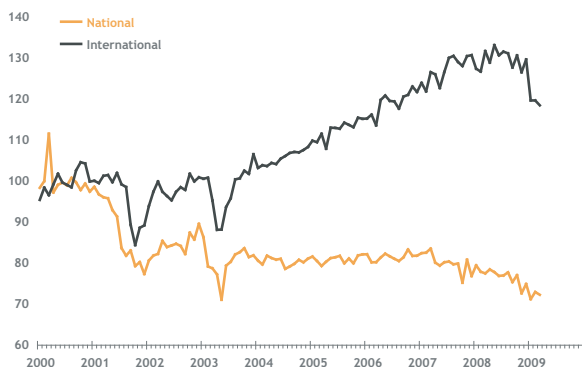


Source : Insee Ile-de-France (champ : hôtels 0\* à 4\* luxe)

## TRAFIC AÉROPORTUAIRE

Trafic passagers

(données cvs, en millions de passagers)



Source : Aéroports de Paris

**- 9,4 %** Trafic passagers  
mars 2009 - Glissement annuel

Les évolutions du trafic passagers dans les Aéroports de Paris étaient certes déjà orientées à la baisse au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008 mais étaient malgré tout contrastées d'un mois sur l'autre. Les résultats des 3 premiers mois de 2009 ont au contraire été clairement en net repli en glissement annuel : - 6,9 % en janvier, - 5,7 % en février puis - 9,4 % en mars. Cette baisse du nombre de passagers concerne aussi bien le trafic international (moyen et long-courrier) que le trafic intérieur.

Sans surprise, ces premiers résultats pour 2009 viennent confirmer les prévisions pessimistes pour l'ensemble de l'année qui avaient été établies sur fond de crise. En plus du contexte économique, d'autres facteurs ont joué depuis le début de l'année : neige et mouvements sociaux en janvier, épidémie de grippe A(H1N1) depuis le printemps, remontée progressive des cours de pétrole (passés d'à peine plus de 30 \$ en janvier à plus de 50 \$ en mars pour désormais flirter avec les 70 \$), etc.

## INDUSTRIE

Quelques signes positifs  
pour l'industrie automobile

Après plusieurs mois de morosité, la demande globale adressée à l'industrie automobile s'est redressée en fin de 1<sup>er</sup> trimestre 2009, notamment dans la construction automobile. Parallèlement, les stocks de produits finis sont revenus à un niveau proche de la normale et les prévisions des chefs d'entreprises sont mieux orientées que les mois précédents, une hausse de la production étant attendue.

Malgré cette note positive pour l'industrie automobile, l'activité industrielle francilienne a globalement été orientée à la baisse au 1<sup>er</sup> trimestre 2009. Les capacités de production sont d'ailleurs restées sous-utilisées, y compris dans l'automobile. Le marché de l'emploi est toujours incertain et des allègements d'effectifs ont encore été opérés

## BÂTIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS

Stabilisation de l'activité

Après le ralentissement observé au cours du dernier trimestre 2008, l'activité s'est stabilisée au 1<sup>er</sup> trimestre 2009. Cependant, les carnets de commandes se sont dégarnis alors que les prix des devis ont été de nouveau révisés à la baisse. De ce fait, aucune évolution favorable n'est attendue dans les prochains mois. Les évolutions sont toutefois restées contrastées : après la progression observée fin 2008, le courant d'affaires pour les travaux publics s'est replié alors que les perspectives étaient plutôt optimistes. Dans le bâtiment, si l'activité du gros oeuvre a continué de se réduire, cela s'est fait à un rythme moins soutenu qu'au trimestre précédent. Dans le même temps, le volume d'affaires du second oeuvre a progressé mais les chefs d'entreprise attendent une nouvelle baisse de l'activité.

## COMMERCE DE GROS

Nouvelle contraction de l'activité

Dans la continuité du 4<sup>ème</sup> trimestre 2008, le volume des achats et des ventes du commerce de gros s'est encore contracté au 1<sup>er</sup> trimestre 2009. Parallèlement, les commandes enregistrées ont été, tous secteurs confondus, en nette diminution et aucune évolution notable n'est attendue à court terme.

On notera que les commercialisations dans le négoce de véhicules automobiles se sont une nouvelle fois repliées au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 mais à un rythme moins soutenu que fin 2008. Pour autant, les stocks se sont encore alourdis.

## SERVICES MARCHANDS

Allègements d'effectifs généralisés

Le courant d'affaires des services marchands, à l'instar des mois précédents, est resté mal orienté. La demande globale s'est certes maintenue, mais à un faible niveau. Seule l'activité hôtelière a enregistré un léger rebond en fin de trimestre ; toutefois, cette amélioration du courant d'affaires ne devrait pas perdurer à court terme.

Des allègements d'effectifs plus ou moins importants ont été opérés dans tous les secteurs et d'autres devraient intervenir, les perspectives étant pessimistes pour les mois prochains.

### Source

Ces résultats sont issus de l'enquête de conjoncture menée par la Direction générale Ile-de-France de la Banque de France ([http://inbdf/fr/stat\\_conjoncture/conjonc/idfr.htm](http://inbdf/fr/stat_conjoncture/conjonc/idfr.htm)) auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises appartenant aux principaux secteurs de l'économie régionale.

## INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS

### L'Ile-de-France n° 1 en France et en Europe pour la création d'emplois par les investisseurs internationaux

En 2008, la région francilienne a confirmé son attractivité auprès des entreprises internationales, malgré les inquiétudes liées à la crise économique. L'Ile-de-France a ainsi accueilli 208 projets de création, d'extension ou de reprise de sites économiques par les investisseurs internationaux, représentant un potentiel de 8 300 emplois. Par rapport à l'année 2007, le nombre de projets réalisés en Ile-de-France progresse de plus de 14 % même si le nombre d'emplois diminue d'environ 20 %.

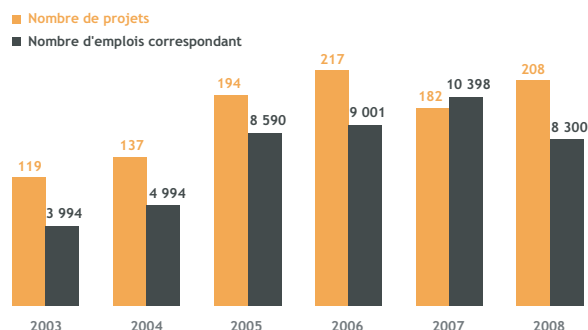
Ces données confortent le rang de l'Ile-de-France comme première terre d'accueil des investissements internationaux en France. Elle concentre 32 % du total des implantations (total France : 641) et 26 % des emplois créés (total France : 31 932). De plus, l'Ile-de-France se classe au

premier rang des quinze principales métropoles européennes en termes de créations d'emplois par les investisseurs internationaux (source Ernst and Young / Paris-Ile de France Capitale Economique). La région capitale est classée seconde après Londres en termes de nombre d'implantations.

L'Europe reste la principale région d'origine des implantations réalisées en Ile-de-France avec plus de 50 % des projets d'implantation. Toutefois, la région capitale compte une part plus importante d'investissements provenant d'autres continents (Asie, Amérique) que la moyenne nationale. Les 3 premiers pays d'origine des investissements étrangers en Ile-de-France sont les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Les nouveaux projets arrivés en Ile-de-France appartiennent principalement aux activités de services - notamment financiers -, aux activités de conseil ou de prestations informatiques. Ces trois secteurs majoritaires ont généré 105 projets en 2008, représentant plus de 65 % des emplois créés ou maintenus en Ile-de-France.

#### Evolution du nombre total de projets et d'emplois issus des implantations étrangères en Ile-de-France



#### Pour en savoir plus :

- « Bilan des investissements étrangers en Ile-de-France », Agence Régionale de Développement Paris Ile-de-France
  - « Implantations internationales en 2008 dans les principales métropoles européennes », Paris-Ile-de-France Capitale Economique/Ernst and Young
- [www.paris-region.com](http://www.paris-region.com) (rubrique "actualités")

Découvrez les données économiques sur Paris - Ile-de-France ainsi que ce document téléchargeable sur les sites Internet du CROCIS de la CCIP et de l'ARD, vous y trouverez également le tableau de bord en anglais "Paris region key economic indicators"

[www.paris-region.com](http://www.paris-region.com)

L'ARD s'engage pour la création d'activités et l'emploi en Ile-de-France.

- Prospector les projets et les ancrer sur le territoire, accompagner certaines entreprises dans des projets-clés, y compris en situation de mutation économique
- Promouvoir, amplifier le rayonnement économique et technologique de l'Ile-de-France à l'international
- Participer à la construction d'une offre territoriale attractive à long terme

Julie VEAUTE pour l'ARD  
Direction de l'Attractivité Durable des Territoires  
Pôle Informations Economiques et Territoriales  
01.58.18.69.47 - [jveaute@paris-region.com](mailto:jveaute@paris-region.com)  
3 rue des Saussaies - 75008 PARIS

Directeurs de la publication : Pierre TROUILLET (CCIP) - Denis TERSEN (ARD)  
Directeurs de la rédaction : Jean-Louis SCARINGELLA (CCIP) - Vincent GOLLAIN (ARD)  
Maquette et mise en page : Stéphanie CORNEBOIS (CROCIS de la CCIP)  
Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source Dépot légal : juin 2009 - ISSN : 1240-7992

[www.crocis.ccip.fr](http://www.crocis.ccip.fr)

Le CROCIS analyse les grandes mutations économiques de l'Ile-de-France et de ses territoires.

Le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France

Mickaël LE PRIOL pour la CCIP  
Pôle analyses économiques et territoriales  
CROCIS  
01.55.65.70.91 - [mlepriol@ccip.fr](mailto:mlepriol@ccip.fr)  
27 avenue de Friedland - 75008 PARIS